



Décision individuelle

N°2020-329

Pétitionnaire : Société CORTEX – Groupe SOVEA

Adresse : 716 chemin Bellevue, ZA Duboscoa 64990 Villefranque

Nature de la demande : travaux et campement en cœur de Parc national (nécessaires aux activités autorisées)

Intitulé du projet : régularisation – travaux de dégagement du bâtiment usine et des équipements de Peyre-Blanque

Localisation : usine hydroélectrique de Peyre-Blanque, vallon de Mollières – commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-64 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 18 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 27 octobre 2020,

Vu la décision n°2020-295 du 28 octobre 2020 autorisant la société CORTEX à procéder à des travaux de dégagement du bâtiment usine et des équipements de Peyre-Blanque, ainsi qu'à installer un campement de chantier,

Considérant les constats effectués lors de la visite de contrôle mise en œuvre par les agents du Parc national du Mercantour en date du 12 novembre 2020,

Considérant les précisions apportées en date du 17 novembre 2020 par Monsieur RABAOUI Nasser, d'ALFAGROUPE, sous-traitant de la société CORTEX,

Considérant que les éléments de campement surnuméraires permettent de réduire les risques et les nuisances de l'activité du chantier, et que les marquages ainsi que les lignes de vie relèvent de dispositifs permettant de renforcer la sécurité des ouvriers sur le site,

Considérant que ces installations et marquages peuvent être régularisés à ce titre, sous réserve qu'à l'issue des travaux, plus aucune trace de leur présence sur site ne soit visible,

Considérant également que pour parer aux imprévisibles du chantier, un allongement de la durée d'autorisation apparaît nécessaire à raison d'une semaine supplémentaire,

Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause les fondements et la teneur de l'avis du Conseil scientifique daté du 27 octobre 2020,

DÉCIDE

Article 1 : Nature de la demande – régularisation et complément de prescriptions

L'article 2 de la décision n°2020-295 du 28 octobre 2020 sus-visée est modifié comme suit :

- « *Prescriptions relatives aux travaux*
inchangé

- *Prescriptions relatives au campement*

2.7. La présente vaut autorisation d'installer à proximité du bâtiment usine et sur la durée du chantier, deux modules de vie courante type algeco – 1 algeco de vie et 1 algeco de stockage -, ainsi que deux modules sanitaires type toilettes sèches.

2.8. Tout brûlage est interdit à l'extérieur du bâtiment, de même que tout abandon de déchet même biodégradable ou rejet liquide.

- *Prescriptions relatives aux balisages et aux installations de sécurité*

2.9. L'ensemble des marquages et balisages apposés sur les éléments fixes du paysage devra être supprimé à l'occasion du repli du chantier.

2.10. L'ensemble des installations assurant la sécurité des ouvriers sur les cheminements, de type « lignes de vie », sera démonté à l'occasion du repli du chantier.

Le trou de l'amarre métallique sera rebouché de telle sorte qu'il ne soit pas visible à la surface du rocher ayant servi de support. »

Article 2 : Nature de la demande – prolongation de la durée d'autorisation

L'article 3 de la décision n°2020-295 du 28 octobre 2020 sus-visée est modifié comme suit :

« La présente autorisation est délivrée pour la période du 26 octobre 2020 au 6 décembre 2020. »

Article 3 : Mesures de contrôle, autres obligations, sanctions et responsabilité

Les autres dispositions de la décision n°2020-295 demeurent inchangées.

Article 4 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 novembre 2020

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Destinataire principal :

- M. MELUL (t.melul@cortexfrance.fr)

Copie :

- service territorial « Tinée »

- M. DUBOIS (s.dubois@soveagroupe.fr)

- M. RABAAOUI (n.rabaaoui@alfagroupe.fr)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.